

Informations de base			
2004/0020(CNS)		Procédure terminée	
CNS - Procédure de consultation Règlement			
Protection des récifs coralliens en eau profonde contre les effets de la pêche dans certaines zones de l'océan Atlantique			
Modification Règlement (EC) No 850/98 1996/0160(CNS)			
Subject			
3.15.01 Conservation des ressources halieutiques et de pêche 3.15.04 Gestion des pêches, pêcheries, lieux de pêche 3.70.01 Protection des ressources naturelles: faune, flore, vie sauvage, paysage; biodiversité			
Zone géographique			
Océan Atlantique région			

Acteurs principaux																											
Parlement européen	<table border="1"> <tr> <td>Commission au fond</td><td>Rapporteur(e)</td><td>Date de nomination</td></tr> <tr> <td>PECH Pêche</td><td>RIBEIRO Sérgio (GUE/NGL)</td><td>28/07/2004</td></tr> </table> <table border="1"> <tr> <td>Commission au fond précédente</td><td>Rapporteur(e) précédent(e)</td><td>Date de nomination</td></tr> <tr> <td>PECH Pêche</td><td>FIGUEIREDO Ilda (GUE/NGL)</td><td>17/03/2004</td></tr> </table> <table border="1"> <tr> <td>Commission pour avis</td><td>Rapporteur(e) pour avis</td><td>Date de nomination</td></tr> <tr> <td>ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire</td><td>HASSI Satu (Verts/ALE)</td><td>20/09/2004</td></tr> </table> <table border="1"> <tr> <td>Commission pour avis précédent(e)</td><td>Rapporteur(e) pour avis précédent(e)</td><td>Date de nomination</td></tr> <tr> <td>ENVI Environnement, santé publique, politique des consommateurs</td><td>La commission a décidé de ne pas donner d'avis.</td><td></td></tr> </table>	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination	PECH Pêche	RIBEIRO Sérgio (GUE/NGL)	28/07/2004	Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination	PECH Pêche	FIGUEIREDO Ilda (GUE/NGL)	17/03/2004	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire	HASSI Satu (Verts/ALE)	20/09/2004	Commission pour avis précédent(e)	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination	ENVI Environnement, santé publique, politique des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.			
Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination																									
PECH Pêche	RIBEIRO Sérgio (GUE/NGL)	28/07/2004																									
Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination																									
PECH Pêche	FIGUEIREDO Ilda (GUE/NGL)	17/03/2004																									
Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination																									
ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire	HASSI Satu (Verts/ALE)	20/09/2004																									
Commission pour avis précédent(e)	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination																									
ENVI Environnement, santé publique, politique des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.																										
Conseil de l'Union européenne	<table border="1"> <tr> <td>Formation du Conseil</td><td>Réunions</td><td>Date</td></tr> <tr> <td>Affaires générales</td><td>2608</td><td>2004-10-11</td></tr> </table>	Formation du Conseil	Réunions	Date	Affaires générales	2608	2004-10-11																				
Formation du Conseil	Réunions	Date																									
Affaires générales	2608	2004-10-11																									

	Agriculture et pêche	2677	2005-09-19
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Affaires maritimes et pêche		

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
03/02/2004	Publication de la proposition législative	COM(2004)0058 	Résumé
25/02/2004	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
16/09/2004	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
11/10/2004	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
24/11/2004	Vote en commission		
25/11/2004	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A6-0037/2004	
16/12/2004	Décision du Parlement	T6-0108/2004	Résumé
16/12/2004	Résultat du vote au parlement		
16/12/2004	Débat en plénière		
19/09/2005	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
19/09/2005	Fin de la procédure au Parlement		
28/09/2005	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2004/0020(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement (EC) No 850/98 1996/0160(CNS)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 037
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	PECH/6/21149 PECH/5/20796

Portail de documentation
Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A6-0037/2004	25/11/2004	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T6-0108/2004 JO C 226 15.09.2005, p. 0243-0344 E	16/12/2004	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2004)0058 	03/02/2004	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2005)239	19/01/2005	

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

Règlement 2005/1568
JO L 252 28.09.2005, p. 0002-0003

Résumé

Protection des récifs coralliens en eau profonde contre les effets de la pêche dans certaines zones de l'océan Atlantique

2004/0020(CNS) - 20/09/2005 - Acte final

OBJECTIF : protéger les récifs coralliens en eau profonde contre les effets du chalutage dans certaines zones de l'océan Atlantique.

ACTE LÉGILSTAIF : Règlement 1568/2005/CE du Conseil.

CONTENU : le Conseil a adopté à l'unanimité un règlement modifiant le règlement 850/98/CE en ce qui concerne la protection des récifs coralliens en eau profonde contre les effets de la pêche dans certaines zones de l'océan Atlantique.

Ce règlement interdit aux bateaux d'utiliser tout filet maillant, filet emmêlant ou trémail à des profondeurs supérieures à 200 m ainsi que tout chalut de fond ou engin traînant similaire opérant en contact avec le fond de la mer dans les zones avoisinant les Açores, Madère et les îles Canaries.

ENTRÉE EN VIGUEUR: 05/10/2005.

Protection des récifs coralliens en eau profonde contre les effets de la pêche dans certaines zones de l'océan Atlantique

2004/0020(CNS) - 16/12/2004 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Sérgio RIBEIRO (GUE/NGL), le Parlement européen approuve la proposition de la Commission sous réserve d'amendements visant notamment à faire référence aux exigences en matière de procédure du règlement cadre concernant la politique commune de la pêche 2371/200/CE et à préciser que les mesures de la Commission ont une incidence sur les engins de pêche qui endommagent les récifs coralliens.

Etant donné que la Commission fonde sa proposition sur une série de rapports scientifiques qui ne sont guère concluants, le Parlement propose, dans un délai de deux ans, de compléter ces études, de délimiter les zones avec davantage de précision et de vérifier les progrès accomplis en matière de protection des fonds. Enfin la Commission est invitée à présenter avant le 31/12/2005, un rapport évaluant l'état de conservation d'autres zones d'habitat en eau profonde également sensibles dans les eaux de l'Union européenne.

Protection des récifs coralliens en eau profonde contre les effets de la pêche dans certaines zones de l'océan Atlantique

2004/0020(CNS) - 03/02/2004 - Document de base législatif

OBJECTIF : protéger les récifs coralliens en eau profonde contre les effets du chalutage dans certaines zones de l'océan Atlantique. ACTE PROPOSÉ : Règlement du Conseil. CONTENU : selon de récents rapports scientifiques, et notamment les rapports de la Commission internationale pour l'exploration de la mer (CIEM), des habitats en eau profonde hautement sensibles ont été découverts et cartographiés dans l'océan Atlantique. Ces habitats hébergent d'importantes communautés biologiques très diversifiées et sont considérés comme requérant une protection prioritaire. Selon les données scientifiques disponibles, la réparation des dommages causés aux coraux par les engins de chalutage traînés sur le fond est impossible ou très difficile et prend du temps. Il convient donc d'interdire l'utilisation de chaluts de fond et d'engins similaires dans les zones où ces habitats se présentent dans un état de conservation favorable. Les eaux baignant les Açores, Madère et les îles Canaries recèlent plusieurs habitats en eau profonde connus ou potentiels qui ont été jusqu'à présent préservés des opérations de chalutage grâce au régime d'accès spécial défini dans le règlement 2027/95/CE. En conséquence, il est proposé d'assurer la protection de ces zones par une extension des restrictions sur l'utilisation des engins traînés démersaux contenues dans le règlement 850/98/CE.